



# BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEIO

18 Mai 2021

## Evolution de la situation sanitaire

Après la hausse constatée la semaine dernière, le nombre de cas hebdomadaires diminue de nouveau en AEOI (+10 351 contre +12 667 la semaine passée), en nette amélioration

Pays \ Date	Nombre de cas			Nombre de décès		
	2/5	9/5	16/5	2/5	9/5	16/5
Burundi	4 038	4 117	4 329	6	6	6
Comores	3 908	3 922	3 930	146	146	146
Djibouti	11 121	11 335	11 414	145	149	151
Erythrée	3 671	3 742	3 844	10	12	12
Ethiopie	258 062	262 217	265 832	3 709	3 871	3 976
Kenya	160 053	163 238	165 379	2 744	2 883	3 001
Madagascar	37 296	38 874	40 005	654	716	754
Maurice	1 206	1 246	1 288	16	17	17
Rwanda	25 225	25 586	25 934	335	338	342
Seychelles	5 602	6 811	9 184	27	28	30
Somalie	13 915	14 415	14 486	713	747	753
Soudan du Sud	10 583	10 637	10 652	115	116	115
Soudan	33 944	34 829	34 889	2 349	2 445	2 446
Tanzanie	509	509	509	21	21	21
Ouganda	41 907	42 308	42 674	343	346	347
<b>Total AEOI</b>	<b>607 002</b>	<b>619 669</b>	<b>630 020</b>	<b>11 333</b>	<b>11 841</b>	<b>12 117</b>

par rapport à avril (+ 26 739 nouveaux cas hebdomadaires en moyenne). Le nombre de nouveaux cas hebdomadaires recensés continue de diminuer en Ethiopie (+3 615; contre +4 155 et +7 107 les 2 semaines passées) et au Kenya (+2 141; +3 185 et +3 735). Aux Seychelles, le nombre de nouveaux cas hebdomadaire a battu un nouveau record à 2 373, alors qu'il était en moyenne de 300 depuis le début de l'année.

\* Le nombre de cas reportés par l'OMS peut subir, compte tenu des délais de transmission, un léger décalage avec les données nationales, variable pour chaque pays. Aussi, la stabilité du nombre de cas en Tanzanie reflète l'arrêt de la comptabilisation par le gouvernement depuis fin avril.

## 🍷 Afrique de l'Est et Océan Indien

### Les participants au sommet appellent à renforcer l'appui à la relance africaine.

Lors du Sommet pour le financement des économies africaines qui s'est tenu à Paris le 18 mai 2021, [le Président français a confirmé l'émission de 33 Mds USD de droits de tirage spéciaux \(DTS\)](#) par le FMI à destination des pays africains. Les participants (parmi lesquels les Comores, l'Éthiopie, le Kenya, le Rwanda, Maurice, la Tanzanie, le Soudan) ont également appelé au renforcement de la coopération entre bailleurs et à la plus forte mobilisation des financements privés. Selon le Fonds, le continent aurait besoin d'ici à 2025 de 285 Mds USD pour combler ses besoins de financements, exacerbés avec la pandémie. La réallocation des DTS de la France et d'autres pays du G20 pourrait également être annoncée entre juin et septembre 2021, lors des prochains sommets du G7 et du G20. Plusieurs participants ont enfin appelé à accélérer la vaccination sur le continent, en portant notamment l'objectif du dispositif COVAX de 20,0 % à 40,0 % de la population africaine vaccinée. Pour rappel, seul 1,3 % de la population africaine avait reçu une première dose de vaccin au 18 mai 2021.

## 🍷 Burundi

### Le Parlement burundais valide le budget 2021/2022 proposé par le Gouvernement.

Le Parlement a validé le budget de 1700 Mds BIF (870 MUSD) proposé par le gouvernement. Le ministre des Finances a annoncé que 76,4 % du budget serait financé par les recettes fiscales et le reste grâce à l'aide internationale. Les priorités seront la gouvernance, la santé, l'agriculture, l'élevage et la jeunesse. Le pays, qui dépend essentiellement des exportations de thé et de café, a été durement affecté par la crise mais prévoit une reprise de la croissance en 2021 (3,6 % contre 3,3 % en 2020). De son côté, le FMI prévoit des prévisions de croissance de -1,3 % en 2020, et un rebond à 2,8 % en 2021.

## 🍷 Djibouti

### Djibouti à la 1ère place en Afrique sub-saharienne du *Global Container Port Performance Index*.

Selon la 1ère édition du *Global Container Port Performance Index* de la Banque Mondiale de mai 2021, Djibouti se situe à la 1ère position en Afrique sub-saharienne et à la 61ème place au niveau mondial. Cet index évalue la performance des infrastructures portuaires selon leur efficacité (temps médian écoulé entre l'arrivée et le départ de porte-conteneurs, une fois leur cargaison déchargée). Porté par les échanges importants avec l'Éthiopie (95,0 % des exportations et 80,0 % des importations éthiopiennes transitent directement par les ports djiboutiens) et des réexportations via la zone franche djiboutienne, le secteur portuaire a su résister à la crise générée par la Covid-19. Ainsi, la croissance économique, qui s'élevait à -1,0 % en 2020, devrait rebondir à 5,0 % en 2021 d'après le FMI.

## 🍷 Comores

Pas de brèves cette semaine.

## 🍷 Erythrée

Pas de brève cette semaine.

## 🍷 Ethiopie

**Moody's dégrade la note souveraine de l'Ethiopie de B2 à Caa1.**

Le 17 mai, l'agence de notation Moody's a baissé la note souveraine éthiopienne de B2 à Caa1, soulignant notamment le délai qui s'est écoulé depuis la demande de l'Ethiopie de restructuration de sa dette dans le cadre du *Common Framework* du G20 (janvier 2021). D'après Moody's, la longueur des délibérations témoigne de la complexité de la décision et donc surtout d'un risque plus important pour les créanciers privés. L'agence ajoute également que les tensions politiques internes compromettent le soutien du secteur public et nuisent aux investissements étrangers, indispensables au financement du gouvernement à court et moyen termes. Depuis l'annonce de l'Ethiopie de vouloir restructurer sa dette dans le cadre du *Common Framework*, sa note souveraine a déjà été dégradée par Fitch (de B à CCC) et S&P (B à B-) en mars. Moody's a annoncé qu'une évaluation était toujours en cours et qu'elle pourrait aboutir à une nouvelle rétrogradation. L'agence attend notamment les résultats des évaluations prévues dans le cadre du programme FMI et ceux du processus de privatisation actuellement en cours dans plusieurs secteurs de l'économie.

**Tele-Birr : lancement de l'application de mobile-money par Ethio Telecom.**

Le 11 mai, l'opérateur public télécom Ethio Telecom (ET) a lancé l'application Telebirr développée par Huawei. Cette plateforme digitale- proposée au consommateur quelques mois avant l'entrée sur le marché de nouveaux opérateurs de télécommunications – permettrait aux 23,5 M d'abonnés Internet annoncés par ET,

de bénéficier de moyens de paiements digitaux (envoi, réception, retrait, dépôt, paiement de factures et de salaires). En avril 2020, la Banque centrale a publié une directive autorisant la prestation de services financiers par une entreprise ou institution non financière, après l'obtention d'une licence. Initialement fermée aux potentiels fournisseurs de *mobile banking* étrangers, cette licence pourrait être accessible aux entreprises étrangères d'ici 1 an, selon des propos récents du Premier Ministre.

## 🍷 Kenya

**Allocation de 17,8 Mds KES (136,2 MEUR) pour le développement de Konza Technology City en 2021/2022.**

Le projet de technopôle de Konza City, projet phare de la Vision 2030 du Kenya, s'est vu allouer un budget de 17,8 Mds KES (136,2 MEUR) sur l'exercice fiscal 2021/2022, soit 77,0 % du budget total du Ministère de l'Information et des Communications. Ce nouveau budget doit servir à la construction d'infrastructures préliminaires comme des routes ou des réseaux électriques, mais aussi à la mise en œuvre d'un *Data Center* et à la planification du développement de la ville nouvelle par la réalisation de la seconde phase de son Master plan. Alors que le budget dédié au développement de *Konza Technology City* avoisinait jusqu'à maintenant les 10 Mds KES (77 MEUR) annuels, il semble que le gouvernement kényan souhaite accélérer la mise en œuvre de ce projet, qui, initié en 2008, tarde à se concrétiser. La stratégie nationale Kenya Vision 2030 vise à faire de *Konza Technology City* une vitrine dans le domaine des villes intelligentes et connectées.

**Dernières étapes avant l'arrivée d'un marché d'émissions de GES au Kenya.**

Le Trésor National kényan a annoncé qu'il était en voie de finaliser un marché de droit à polluer qui devrait permettre au gouvernement kényan

de délivrer des permis pour le rejet des gaz à effet de serre (GES) que les entreprises achèteront et pourront ensuite échanger. Ce mécanisme est censé inciter les entreprises à diminuer la pollution due à leurs activités en fixant un prix pour une certaine quantité de polluants. La mise en place d'un tel système symbolise les récents efforts kényans pour verdir l'économie du pays, efforts également traduits par la future mise en place de bons du trésor destinés au financement de projets favorables à l'environnement.

privé (gagnant moins de 1015,0 EUR) de recevoir un revenu minimum plafonné à 515,0 EUR pour les travailleurs du secteur touristique et 257,6 EUR pour les autres secteurs. Dans le même temps, 93,4 MEUR ont été attribués aux auto-entrepreneurs et travailleurs du secteur informel au titre du *Self Employed Assistance Scheme* (SEAS). Le SEAS a ainsi bénéficié à 240 042 entreprises individuelles. Ces mesures de soutien à l'activité économique sont gérées par la *Mauritius Revenue Authority* (MRA).

## Madagascar

Réhabilitation de 500 km de routes à travers le Projet d'Appui à la Connectivité des Transports (PACT).

Le PACT a été approuvé en novembre 2019 pour un total de 140 MUSD financé par la Banque Mondiale. La réhabilitation de 250 km de routes de desserte de la RN 44 (centre du pays) et 250 km de route de desserte de la RN 12A (sud-est) sera financée à hauteur de 20 MUSD dans le cadre du PACT. Le projet sera segmenté en cinq lots (Moramanga-Ambohibary; Morarano Gare; Fierenana- Amboasary; Andaingo-Ilafy; Didy). Sa phase d'études se déroulera entre juin 2021 et octobre 2021. Les appels d'offres pour la réalisation des travaux débiteront au premier semestre 2022.

## Maurice

Le gouvernement a dépensé 174,6 MEUR pour venir en aide aux PME entre mars 2020 et mars 2021.

81,2 MEUR ont été déboursés pour venir en aide à 14 601 PME (90 363 employés) au titre du *Wage Assistance Scheme* (WAS). Cette mesure, prise par le gouvernement dans le cadre de la réponse à la pandémie, permet aux travailleurs du secteur

## Ouganda

Le Parlement approuve un emprunt de 393 MUSD pour le projet *Metre Gauge Railway*.

Le Parlement ougandais a approuvé la requête du Gouvernement d'emprunter près de 1 402 Mds UGX, soit 393 MUSD pour financer le projet *Metre Gauge Railway* (MGR) Kampala-Malaba. Les prêts sont contractés auprès du Fonds de Développement Africain (260 MUSD), la Banque de Développement Africaine (101 MUSD) et le Fond pour l'Internationalisation des Entreprises d'Espagne (31 MUSD). Le projet comprend notamment la réfection des lignes Malaba-Kampala (250 km), Kampala-Port Bell (8,3 km) et Kampala-Nalukolongo-Kyengera (12,3 km). Le gouvernement prévoit également de réhabiliter le matériel roulant et de créer une nouvelle école de formation pour le renforcement des capacités du personnel de l'*Uganda Railways Corporation* (URC). Selon Syda Bbumba, porte-parole du Comité Parlementaire sur l'Économie Nationale, le volume de marchandises transportées par train dans la région devrait passer de 20 000 tonnes à 300 000 tonnes par mois. Par ailleurs, afin de réduire les coûts, elle préconise à l'URC de recourir à l'armée pour la réalisation de certaines parties des travaux. Le projet ne fait pas l'unanimité dans la classe politique, certains responsables redoutent ce nouvel endettement tandis que d'autres

craignent l'abandon du *Standard Gauge Railway*, projet ferroviaire visant à créer un corridor régional entre l'Ouganda et le Kenya.

## Rwanda

### Normalisation des relations entre la France et le Rwanda.

Lors de sa visite à Paris à l'occasion du Sommet sur le financement des économies africaines qui s'est tenue le 18 mai, Paul Kagamé a déclaré que « la France et le Rwanda avaient désormais l'opportunité, et de bonnes bases sur lesquelles bâtir une bonne relation », en saluant une nouvelle fois le rapport Duclert publié fin mars dernier. Dans ce contexte de réchauffement des relations diplomatiques, le Président rwandais a également pu s'entretenir, cette semaine, avec des militaires français qui avaient souligné les « dérives » de la politique française au Rwanda entre 1990 et 1994. Le resserrement des liens entre les deux pays devrait se confirmer lors de la visite d'Emmanuel Macron à Kigali prévue le 27 mai.

### Reprise des travaux du nouvel aéroport de Bugesera.

Interrompus du fait des restrictions liées à la pandémie de covid-19, les travaux de l'aéroport international de Bugesera ont repris cette semaine. Initialement prévue pour 2021, la fin des travaux pourrait être reportée à 2023 selon le Ministre des infrastructures Claver Gatete. Pour rappel, ce nouvel aéroport d'un coût de 1,3 Mds USD résulte d'un investissement conjoint du gouvernement rwandais et de Qatar Airways, qui en détiendra 60 % des parts. L'entreprise portugaise Mota engil engenharia e construçao Africa est chargée de la construction de cette infrastructure qui devrait atteindre une capacité de 7 M de passagers annuels.

## Seychelles

### L'inflation s'établit à 10,7 % en glissement annuel en avril 2021.

Le Bureau National de la Statistique a publié son bulletin mensuel où il est fait état d'une inflation à 10,7 % en glissement annuel, portée par la hausse des prix à la consommation des produits alimentaires, notamment la viande (+30,5 %) et les produits laitiers (+16,9 %). Les prix des produits issus de la pêche ont légèrement baissé (-0,6 %). L'indice des prix à la consommation pour les produits non alimentaires a également connu une croissance, notamment la santé (+23,3 %), les équipements ménagers et ameublement (+18,8 %), les produits énergétiques (+11,3 %). Une baisse des prix des communications a été observée (-2,1 %).

## Somalie

### Le gouvernement fédéral s'oppose à la nomination d'un représentant de l'Union Africaine (UA) pour la Somalie.

Le 8 mai 2021, l'ex-Président ghanéen John Mahama avait été nommé Haut Représentant de l'UA pour la Somalie dans le cadre de l'impasse électorale qui dure depuis le mois de février. Le 12 mai, la Somalie a refusé cette nomination en soulignant les relations existantes entre John Mahama et les dirigeants kenyans. En outre, le Ministre des Affaires Etrangères somalien a fait part de ses craintes quant à l'intervention d'un nouvel interlocuteur, qui pourrait perturber les discussions ayant repris entre le gouvernement fédéral et l'opposition grâce à la médiation qatari. Dimanche, le porte-parole d'Antonio Guterres a annoncé que les Nations Unies soutenaient pour leur part l'initiative de l'UA.

## 🍷 Soudan

### Succès de la conférence de Paris sur le Soudan.

Cette conférence, qui s'est tenue le 17 mai, comprenait plusieurs temps forts, notamment une conférence politique au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement des Amis du Soudan, ainsi que des institutions internationales, et un forum des affaires, qui a rassemblé une centaine de personnes en présentiel et plus de 400 participants en virtuel. [Cette Conférence d'appui à la transition démocratique au Soudan a rempli ses trois objectifs](#) : marquer le retour du Soudan dans le concert des nations, mettant fin à trente ans d'isolement international, encourager le retour des investisseurs privés, préparer le lancement du processus d'allègement de la dette, avec l'atteinte du point de décision du processus PPTE espéré pour la fin de juin 2021. A cette occasion, le Président de la République a annoncé le portage par la France du prêt-relais d'environ 1,5 Mds USD pour apurer les arriérés soudanais auprès du FMI et l'engagement de la France d'annuler la totalité de sa dette vis-à-vis du Soudan.

### Approbation de la stratégie globale de réduction de la pauvreté 2021-2022.

Le Conseil des ministres a approuvé le 11 mai cette stratégie, présentée par le ministre des Finances et de la Planification économique. Ce document a été transmis au FMI et à la Banque Mondiale, puisqu'il s'agit d'une des conditions à remplir pour l'atteinte du point de décision du processus PPTE.

## 🍷 Soudan du Sud

### Plus de 50 MUSD de revenus pétroliers détournés entre 2011 et 2020 selon l'Auditeur général.

Stephen Wondu, l'Auditeur-Général du Soudan du Sud, a révélé dans un rapport publié en avril, que plus de 50 MUSD de revenus pétroliers ont été détournés entre 2011 et 2020. Cette somme a été directement ponctionnée sur la part des revenus pétroliers nets destinées aux États producteurs de pétrole (2 %) et aux projets de développement des communautés environnantes (3 %). Parmi les bénéficiaires des détournements, figurent le Bureau du Président (1,3 MUSD perçus en 2016), le Ministère des Finances (22,2 MUSD versés sur des comptes non-identifiés entre 2015 et 2020), plusieurs entreprises sud-soudanaises et étrangères, ainsi que de nombreuses personnalités éminentes. Dans ses recommandations, le rapport encourage le *Council of States*, la chambre haute du Parlement, à contraindre le Ministère des Finances et la Banque centrale à divulguer l'identité de l'ensemble des bénéficiaires, soumettre les transferts de revenus à l'approbation écrite des États producteurs de pétrole et à adhérer au *Petroleum Management Act*. Pour mémoire, selon le dernier rapport de *Transparency International*, le Soudan du Sud était le pays le plus corrompu du monde en 2020.

## 🍷 Tanzanie

### Prêt de 15,3 MUSD du gouvernement chinois à la Tanzanie.

Ce prêt a été accordé lors de la rencontre entre le secrétaire permanent tanzanien du Ministère des Finances et de la Planification, Emmanuel Tutuba et l'ambassadrice de Chine en Tanzanie, Wang Ke, le 12 mai à Dar Es Salam. Cet accord de coopération économique et technique prévoit l'utilisation des fonds pour financer des projets

ayant été au préalable approuvés par les deux gouvernements : l'agrandissement de l'Institut de Cardiologie Jakaya Kikwete-JKCI, la transformation de l'Institut National des Transports en Université et l'approfondissement du projet de conservation du géoparc Ngorongoro Lengai de l'UNESCO.

### Visite du Premier Ministre Kassim Majaliwa au port de Dar Es Salam, encombré depuis plusieurs jours.

Le 12 mai, le Premier Ministre s'est entretenu avec les responsables de la *Tanzania Ports Authority* et de la *Tanzania Revenue Authority* afin de trouver une solution à l'encombrement que connaît le port depuis plusieurs jours. L'attente des camions de marchandises, pouvant aller jusqu'à 5 jours, est principalement imputable à des dysfonctionnements du système de dédouanement Tanciset à des coupures d'électricité. De plus, les travaux de rénovation qui ont lieu dans le cadre du projet *Dar Es Salaam Maritime Gateway Project* porté par la Banque Mondiale à hauteur de 421 MUSD immobilisent 40% de la zone portuaire. D'autre part, par la nouvelle réglementation tanzanienne qui impose depuis le 1<sup>er</sup> mars dernier que les véhicules importés soient inspectés par les autorités locales aggrave encore la congestion du port.

### Les exportations d'avocats en forte augmentation en Tanzanie.

En 2020, la Tanzanie a exporté près de 9 000 tonnes d'avocats contre 3 280 tonnes en 2015. Cette augmentation s'explique par le regroupement des petits producteurs d'avocats (environ 10 000 producteurs en 2020) en associations ou coopératives, qui leur permettent d'atteindre la taille critique pour exporter. La production nationale d'avocat, 39 000 tonnes en 2020, traditionnellement dirigée exclusivement vers le marché domestique, trouve ainsi des nouveaux débouchés sur les marchés internationaux, principalement vers l'Europe, l'Afrique du Sud, le Kenya, Dubaï et d'autres États du Golfe. Ces exportations, évaluées à 30 MUSD en 2020, sont aussi devenues

une source importante de devises étrangères pour la Tanzanie.

## CONTACTS

### Kenya, Somalie, Burundi

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

[jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr)

### Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

[frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr](mailto:frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr)

### Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON [anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr](mailto:anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr)

### Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA

[suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr](mailto:suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr)

### Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Philippe GALLI

[Philippe.galli@dgtresor.gouv.fr](mailto:Philippe.galli@dgtresor.gouv.fr)

### Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

[Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr](mailto:Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr)

### Rwanda

Ambassade de France au Rwanda :

<https://rw.ambafrance.org/>

Contact : Lina BEN HAMIDA

[lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr](mailto:lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi  
([jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr)).

Rédacteurs : SER de Nairobi et SE de l'AEOI.

Pour s'abonner :

Crédits photo :

[sary.zoghely@dgtresor.gouv.fr](mailto:sary.zoghely@dgtresor.gouv.fr)

©DGTresor